

**L'HOMME**

**L'Homme**

Revue française d'anthropologie

**219-220 | 2016**

**Pacifications urbaines**

---

# Les pacifications dans la ville contemporaine

Ethnographies et anthropologie

**Michel Agier et Martin Lamotte**

---



## Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29014>

DOI : 10.4000/lhomme.29014

ISSN : 1953-8103

## Éditeur

Éditions de l'EHESS

## Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

Pagination : 7-29

ISSN : 0439-4216

## Référence électronique

Michel Agier et Martin Lamotte, « Les pacifications dans la ville contemporaine », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29014> ; DOI : 10.4000/lhomme.29014

---

# Les pacifications dans la ville contemporaine

Ethnographies et anthropologie

Michel Agier & Martin Lamotte

DANS UN COURT ESSAI CRITIQUE sur les mots du langage politique publié en 1946, l'écrivain George Orwell prend l'exemple du mot « pacification » comme l'un des euphémismes servant à « défendre l'indéfendable » : « Des villages sans défense subissent des bombardements aériens, leurs habitants sont chassés dans les campagnes, leur bétail est mitraillé, leurs huttes sont détruites par des bombes incendiaires : cela s'appelle la pacification »<sup>1</sup> (1983 [1946] : 84). Plus qu'un simple instrument rhétorique des discours et écrits politiques visant à « nommer les choses sans évoquer les images mentales correspondantes », la ou les pacifications peuvent être abordées plus largement aujourd'hui en tant que logiques et stratégies politiques, qui incluent une dimension langagière mais la dépassent, car elles mobilisent aussi des institutions, des organisations sociales, des personnes et des moyens financiers jusqu'à former un dispositif de contrôle et de fabrication d'un ordre social. C'est ce dont nous voudrions ici prendre la mesure.

Le terme de « pacification » est employé dès 1898, par le général Gallieni, gouverneur de Madagascar, dans son rapport sur la colonisation de l'île intitulé *Rapport d'ensemble sur la pacification, l'organisation et la colonisation de Madagascar* (cité in Özcan & Rigakos 2014). Il sera repris par la suite par le lieutenant-colonel Lyautey, dans un article sur le rôle de

1. Et l'auteur de poursuivre : « Des millions de paysans sont expulsés de leur ferme et jetés sur les routes sans autre viatique que ce qu'ils peuvent emporter : cela s'appelle un transfert de population ou une rectification de frontière. Des gens sont emprisonnés sans jugement pendant des années, ou abattus d'une balle dans la nuque, ou envoyés dans les camps de bûcherons de l'Arctique pour y mourir du scorbut : cela s'appelle élimination des éléments suspects. Cette phraséologie est nécessaire si l'on veut nommer les choses sans évoquer les images mentales correspondantes » (1983 [1946] : 84).

l'armée dans la colonisation du Vietnam par la France<sup>2</sup>. Durant la guerre du Vietnam, la pacification entre dans les discours politiques et militaires états-uniens comme substitut du terme « contre-insurrection », connoté trop négativement (Rigakos 2011). Ce dernier reste employé en France durant les mouvements anticoloniaux en Indochine, au Maroc et pendant la guerre d'Algérie (Rigouste 2012). Les deux termes, « pacification » et « contre-insurrection », sont, à la suite des retraits ou des défaites coloniales de la France et des États-Unis, abandonnés. Puis la « pacification » et les politiques correspondantes réapparaissent dans le cadre des sociétés contemporaines, en particulier dans les contextes urbains et dans le traitement de la marginalité, la région de Rio de Janeiro au Brésil faisant depuis 2008 figure de modèle vivant de cet usage. Cette actualité autant que la continuité dans laquelle elle s'inscrit nous incitent à nous interroger sur la possibilité d'une anthropologie de la pacification.

Conçue et expérimentée dans l'histoire militaire et coloniale, la pacification est aujourd'hui réintroduite comme stratégie politique dans les contextes nationaux et urbains, marginaux et d'exception. Dans ce cadre, les pacifications urbaines, dont ce dossier interdisciplinaire traitera plus particulièrement, sont devenues des modalités majeures de construction politique et de traitement des marges urbaines (où la marge désigne des populations et des individus autant que des territoires), selon une opposition artificiellement clivée entre ordre et désordre, centre et périphérie, dedans et dehors. À partir des travaux présentés par les auteurs qui ont bien voulu répondre à notre invitation, nous verrons dans quelle mesure nous pourrions passer de la notion politique (*emic*) de pacification à une définition conceptuelle (*etic*) capable de saisir et de comparer, dans une perspective d'ethnographie globale, plusieurs situations de contrôle des territoires et des populations<sup>3</sup>.

Plus largement, cette introduction voudrait poser les bases d'une approche anthropologique des pacifications, fondée à la fois sur l'expérience des situations observées, l'analyse inductive et réflexive de ces situations, et sur plusieurs décentrement épistémologiques (Agier 2016) permettant

2. À ce titre, Mark Neocleous et George Rigakos (2011) font remonter la généalogie du terme, en s'appuyant sur le *Oxford English Dictionary*, aux Édits de pacification dont le premier, l'Édit d'Amboise de 1563, met fin à la première guerre de Religion en France. Les auteurs notent que le processus de pacification recouvre alors deux sens : mettre fin aux conflits sociaux par la force et faire la paix par la promulgation de décrets de loi. C'est au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle également que l'armée portugaise au Brésil se déploie sur les terres indiennes au nom de la « pacification », terme associé alors à celui de « guerre juste », comme on le verra plus loin.

3. Sur la politique comme gouvernement des « populations » et des « territoires », cf. Michel Foucault (2004).

de relativiser la place et le rôle de chacun des acteurs apparemment dominants dans la relation créée par les processus de pacification : l'État, l'armée ou la police, tout comme les marges sociales et spatiales désignées comme cibles des opérations.

## Entre guerre et paix : du militaire au policier, de la colonie à la marge urbaine

Parler de « pacification », plutôt que de paix, implique la référence à un état de guerre, réel ou supposé. C'est la donnée première, explicite ou implicite, sur laquelle s'appuie la légitimité des discours et des actions qui, suspendant pour un temps, dans un espace et pour une population donnés, le régime de droit et libertés d'une société, vont intervenir pour passer « de la guerre à la paix ». On peut donc regarder la « pacification » comme le processus désignant l'ensemble des opérations militaires, politiques, idéologiques et le climat social qui alimentent un état intermédiaire (éventuellement décrit comme « transition ») entre guerre et paix. Cet état intermédiaire et sa pérennité ont déjà été observés et analysés dans divers contextes locaux et régionaux de guerre civile, « guerre sale », « sorties de guerre », « désarmement, démobilisation et réinsertion », etc. Historiquement, cet état intermédiaire prend différentes formes, par exemple lorsque « les situations de guerre se pérennisent » en se transformant plutôt qu'elles ne disparaissent : prolongements de la violence dans d'autres cadres, déplacements de population, re compositions sociales et identitaires, mutations culturelles (Goudineau 2003 ; Debos 2008). D'autres situations montrent que les faits d'armes de la guerre comme les groupes armés font partie du quotidien des populations civiles, et justifient ainsi que l'on parle de sociétés non seulement dans la guerre mais en guerre, c'est-à-dire subissant un régime de guerre, tout en l'entretenant par leurs mobilisations violentes, la guerre étant alors « enchâssée dans des relations sociales complexes » (Bazenguissa-Ganga & Makki 2012 : 17). Plus encore, dans son enquête sur la rébellion mozambicaine Renamo (*Resistência nacional moçambicana*) en 1988, Christian Geffray évoque un « corps social guerrier », désignant ainsi un objet d'anthropologie *sociale* au sein des pratiques de guerre elles-mêmes : la guérilla devient pour l'anthropologue un corps social vivant de et pour la guerre, qui naît de convergences de positions marginales – économiques, politiques et guerrières – vis-à-vis de l'État, et d'une « coalition de marginalités » (Geffray 1990 ; Cahen 2009). Cette anthropologie sociale des guerriers a été reprise plus largement pour l'étude des protagonistes de quelques « guerres internes » durablement enkystées dans les histoires nationales,

comme celle des FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*) depuis les années 1960 ou bien celle des acteurs de la *violencia* (guérillas, paramilitaires et militaires) en Colombie (Pécaud 1996 ; Agier 2009). C'est dans ce régime de pensée et d'action, simultanément social et guerrier, que se situent la justification et les pratiques contemporaines et urbaines classées sous le nom de « pacification ». Ainsi, le double recouvrement, entre la guerre et la paix d'une part, le social et le guerrier d'autre part, se prolonge dans une pacification à la fois policière et sociale d'autres contextes. Guerre, violence, rebelles, miliciens, ennemi, terreur, terrorisme, danger, suspicion, menace... ces mots font maintenant partie d'un lexique – à la fois global et contemporain, exceptionnel et ordinaire – attaché à la notion de pacification et à l'ordre (social, sécuritaire, militaire) qu'elle accompagne ou qu'elle institue.

Analytiquement comme historiquement, la pacification se présente donc d'abord comme une stratégie militaire plutôt que comme une politique publique globale (c'est-à-dire mobilisant à la fois les dimensions militaires et policières combinées avec les dimensions sociales, morales et économiques qu'on lui connaît aujourd'hui) ou comme une opération de police. Ces trois qualifications – militaire, policière, globale – sont à la fois distinctes et liées ; c'est ce que nous tenterons tout d'abord de montrer.

Les principaux exemples de stratégie militaire de pacification sont liés à des périodes de guerres coloniales ; le plus souvent non déclarées, elles sont dirigées contre un ennemi proche voire intime. Cette situation n'est cependant pas exactement celle d'un « conflit interne », au sens de « guerre civile », la *stasis* dans la Grèce ancienne, conflit qui naît au sein de la « famille » (*oikos*) et s'étend à toute la cité dans la mesure où celle-ci est pensée comme une famille (ou communauté) et contient, par son ambivalence, les moyens inverses de la réconciliation (Loraux 1997 ; Agamben 2015)<sup>4</sup>. Or, même s'il deviendra éventuellement et rhétoriquement un « ennemi intérieur » (et posera donc en apparence ce problème de la « guerre civile » en tant que conflit interne à la communauté), l'ennemi désigné comme cible première de la pacification (militaire d'abord, policière ensuite, puis globale) est situé à la marge ou plus précisément à la *frontière* – au sens de la *frontier* de la conquête coloniale. Cette position « marginale » qui peut être le lieu de l'intimité comme de l'inimitié (Mbembe 2016) se reproduit presque à l'identique dans les différentes occurrences de la pacification.

4. La superposition entre la famille (et la « guerre dans la famille ») et la cité est une thèse de Nicole Loraux (1997) reprise et discutée par Giorgio Agamben (2015).

La guerre et la pacification militaires et coloniales fournissent ainsi le cadre et les références pour la compréhension de la réémergence de cette question dans le monde actuel. La relation originelle de la guerre de conquête et de la pacification avec la frontière coloniale préfigure la cible de la pacification contemporaine. Ce n'est pas *toute* la population ni *tout* le territoire qui est cible de pacification, mais la part de population ou de territoire qui occupe cette position d'étranger, ennemi ou indésirable, proche ou intime. C'est en ce sens que la position du/de la « pacifié-e » est marginale et même frontalière, de la « banlieue » française conçue comme « le moins lointain de tous les ailleurs » (Bailly 2013) jusqu'au campement dit « rom » régulièrement repoussé/expulsé dont, concomitamment, la population « n'a pas vocation à s'intégrer »<sup>5</sup>, jusqu'à l'étranger « en situation irrégulière » devant tracer lui-même dans le Paris d'aujourd'hui son territoire et sa frontière *individualisés* en fonction des parcours de la police qui le menace en permanence de contrôle et d'expulsion.

D'une manière générale, les opérations militaires de pacification coloniale furent fondées sur un régime de guerre de proximité contre des populations et des territoires situés aux frontières. Particulièrement exemplaire fut la première « pacification » des populations et territoires indigènes dans le Brésil du XVI<sup>e</sup> siècle. Dans ce cadre de conquête coloniale des terres, le terme « pacification » est employé aussi bien par les autorités civiles que par les autorités religieuses. Il renvoie d'abord à la confrontation avec les « populations indigènes rebelles ». C'est ce que défend l'anthropologue brésilien João Pacheco de Oliveira dans un article sur les analogies et continuités historiques entre les pacifications des populations et territoires indigènes aux XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles et celle des favelas de Rio depuis 2008 : « L'institution juridique qui dirigeait et légitimait l'ensemble des interventions était appelée "la guerre juste" », note-t-il, « elle était fondée sur des procédures utilisées dès le XIII<sup>e</sup> siècle dans la péninsule ibérique contre les califats musulmans. En Amérique, les ennemis ("les infidèles") n'étaient pas les Maures mais les "Indiens sauvages" : les populations autochtones qui résistaient à l'autorité portugaise et au baptême » (2014 : 130, traduction Michel Agier).

Ces interventions militaires de pacification se déploient d'abord comme des incursions et occupations territoriales visant à neutraliser l'ennemi. Elles sont suivies de transformations des espaces pour les adapter aux besoins du contrôle ou éventuellement d'une guerre urbaine. C'est le cas, par exemple, des opérations de l'armée israélienne sur la bande de Gaza

5. Cf. le discours du chef du gouvernement français Manuel Valls, le 24 septembre 2013. Sur cette question, voir aussi Martin Olivera (2011) et Éric Fassin *et al.* (2014).

à différentes époques (début des années 1970, années 1980, années 2000 et 2010), avec la fermeture des rues par des blocs de ciment, la destruction au bulldozer blindé des habitations soupçonnées d'héberger des individus dangereux, l'élargissement des rues pour permettre la circulation des chars voire, leur aménagement progressif en zones tampon ou *no man's land* (Weizman 2007, 2012 ; Lambert 2016). Selon le géographe Stephen Graham, les expérimentations technologiques et de ciblage développées dans les opérations de pacification, de contrôle et de militarisation des « zones de guerres coloniales » dans les villes du Sud ont servi de banc d'essai pour la sécurisation des grandes villes du Nord et plus largement pour l'édification globale d'un « nouvel urbanisme militaire » (2012 [2010] : 16), dans lequel les espaces de circulation ou d'habitation les plus ordinaires deviennent des zones de combat.

Outre cette intervention directe sur l'espace urbain et la vie sociale, la pacification militaire se réalise également par des opérations de déplacements forcés de populations et, simultanément, de créations ou transformations urbaines. On le voit déjà avec la première pacification dans le Brésil colonial, mentionnée plus haut : dès les premières années de la colonisation, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, les incursions militaires du gouverneur-général Duarte da Costa (nommées « pacifications ») dans les terres indiennes entraînèrent le déplacement forcé des familles et des collectivités indigènes vers le centre colonial, où elles furent placées sous le contrôle des missionnaires jésuites qui les baptisèrent, leur enseignèrent la langue et les coutumes des colons, et les préparèrent au travail dans les missions, les plantations ou les villes (Pacheco de Oliveira 2014 : 130).

Un autre exemple colonial de pacification par le déplacement forcé est celui de la guerre d'Algérie. Entre 1957 et 1960, l'administration coloniale militaire transfère des populations civiles rurales (près de deux millions d'Algériens) vers les « camps de regroupements » (Rocard 2003 ; Cornaton 1998). Ce fut un déplacement « parmi les plus brutaux qu'ait connus l'histoire » notèrent alors Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad (1964 : 13) dans leur enquête, menée en 1960, sur certains de ces camps. L'opération visait à éloigner les personnes de leurs cadres sociaux coutumiers et de l'« influence rebelle » en les dispersant puis les réinstallant, regroupées dans un environnement spatial et social inédit pour elles, plus près des postes militaires. La pacification par le déracinement signifiait aussi, selon Bourdieu et Sayad, l'éloignement des structures de l'économie agricole traditionnelle, et la mise à disposition d'une main-d'œuvre désormais libre. Celle-ci était disponible pour la colonie... et aussi bien pour la métropole. Les mêmes fonctionnaires qui géraient les camps ou « villages » de regroupement en Algérie à ce moment-là commencèrent à travailler,

encore dans la seconde moitié des années 1950, à l'éradication de la centaine de « bidonvilles » de la région parisienne et au relogement de leurs 46 000 habitants, composés à plus de 80 % de travailleurs algériens immigrés, effectuant pour la plupart des allers-retours entre la métropole et leur région, la Kabylie. C'est pourquoi les « bidonvilles algériens » étaient considérés comme des lieux dangereux politiquement parce qu'infiltrés par le FLN et susceptibles d'y développer un « front français de la guerre d'Algérie » (Bernardot 2008 ; Sayad 1995 ; Blanc-Chaléard 2016).

Ce glissement de la pacification militaire et coloniale vers la police urbaine est perceptible en France dès les années 1930. Il correspond à l'importation, la traduction et la transmission de répertoires et de stratégies coloniales vers les métropoles, ce que le sociologue Mathieu Rigouste (2012) appelle l'« endocolonial », à savoir le retour depuis les colonies de stratégies militaires appliquées par les polices métropolitaines. En faisant une archéologie des pratiques et discours de la police dans les quartiers populaires en métropole, Rigouste montre comment la référence à la pacification est employée par des policiers dont le parcours – depuis la Brigade nord-africaine (BNA), créée en 1930, jusqu'à la Brigade anti-criminalité (BAC) créée en 1971<sup>6</sup> – résume la façon dont les registres de la guerre coloniale sont appliqués aujourd'hui à l'intérieur du territoire national aux populations considérées et catégorisées comme « autres » postcoloniales, non plus par l'armée mais par la police.

Dans son étude sur le contrôle militaire des villes aujourd'hui, Stephen Graham (2012 [2010]) défend l'idée que la stratégie de pacification renvoie à une double histoire : celle de la gestion des colonies et celle de la gestion des conflits de classe au sein des villes européennes du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais elle fait aussi référence à des expériences contemporaines aussi variées que la pacification des insurrections urbaines en Irak ou le contrôle des rues de Londres. La terminologie guerrière est aujourd'hui diffusée et métaphorisée, puisque l'on parle tour à tour de « guerre contre le crime », « guerre contre la drogue » ou encore de « guerre contre le terrorisme », justifiant ainsi des formes de militarisation de la police et légitimant le recours de plus en plus fréquent à un régime d'exception<sup>7</sup>. Alain Badiou note « [qu']ainsi s'installe peu à peu la *continuité* de la guerre, dont autrefois la déclaration manifestait au contraire qu'elle était le présent d'une discontinuité. Cette continuité, déjà, indistingue la guerre de la paix » (2003 : 11).

6. La BAC 93 est créée, souligne Mathieu Rigouste, « sur le principe d'une pacification désormais intérieure » (2012 : 36). Sur l'intervention des BAC en région parisienne, cf. Didier Fassin (2011).

7. Ainsi, en France, depuis les attentats de novembre 2015 à Paris, la répétition de l'énoncé « Nous sommes en guerre » par la plus haute autorité politique sert de prémisse à la reconduction de l'état d'urgence.



Là encore, dans cette « indistinction » entre guerre et paix, le « ciblage » des opérations de contrôle et de pacification policière n'est pas indifférencié. Il est orienté vers les zones frontières et les populations urbaines « marginales », à la fois proches et lointaines, intimes et ennemies, infiltrées, soupçonnables de rébellion ou de terrorisme.

L'histoire et l'actualité brésiliennes peuvent une nouvelle fois nous aider à préciser la succession des différentes « strates » qui composent notre objet. À la première « pacification » des populations indiennes au XVI<sup>e</sup> siècle, faite de violences meurtrières et de déplacements forcés vers les villages des missions et les centres coloniaux, succède une autre pacification, de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, période de formation de la nation brésilienne et de valorisation de son patrimoine culturel, naturel et humain. Les Indiens et leurs territoires sont placés sous le contrôle et la protection du *Serviço de Proteção aos Índios* (SPI) en 1912, tandis qu'une promesse de bien-être social et d'intégration nationale leur est faite, mais qui ne sera jamais tenue. Par comparaison, notons qu'on retrouve aux États-Unis à la même époque (entre 1880 et 1930) des mentions de la « pacification interne » (*internal pacification*) dans les politiques publiques de prise en charge des *Native Americans* par l'*Office of Indian Affairs*, l'office chargé de gérer la population et les réserves natives (Biolsi 1995).

Enfin, une troisième pacification est mise en œuvre en 2008, dans l'État de Rio de Janeiro, comme nouvelle forme de « guerre contre le crime », et, plus précisément, contre le narcotrafic. Ce n'est alors pas la première fois que le langage de la « guerre » est utilisé au Brésil pour décrire les politiques publiques. Car, comme le souligne Jean-François Deluchey à propos de la « guerre contre le crime » dans les villes brésiliennes dans les années 1990 :

« La guerre contre le crime, telle qu'elle est décrite dans les quotidiens brésiliens de presse écrite ou télévisuelle, est régulièrement mise en scène pour s'apparenter à un combat des forces publiques contre une "guérilla urbaine" » (2003 : 174).

À partir de 2008, le déploiement des « Unités de police pacificatrice » (UPP) à Rio, avec l'appui de l'armée, s'accompagne, comme dans les pacifications précédentes, d'une nouvelle promesse d'intégration économique et sociale. Là encore il s'agit d'opérations militaro-policières d'incursions et d'occupations territoriales, de neutralisation de l'ennemi (rafler ou tuer certaines personnes liées au narcotrafic) et de transformation (partielle) des infrastructures urbaines, qui permettent d'atteindre six ans plus tard, en 2014, le chiffre officiel de 231 « communautés pacifiées » (soit un million et demi d'habitants des favelas concernés). Mais le volet social

promis dans l'opération policière de pacification, en revanche, ne voit pas le jour. D'un point de vue historique, les favelas semblent avoir aujourd'hui remplacé les régions de l'intérieur du pays et leurs indigènes « indomptables », « soupçonnés aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles de braver les élites dirigeantes dans leurs tentatives d'intégration nationale et de civilisation des espaces vides » (Pachecho de Oliveira 2014 : 142). La position d'ennemi « marginal » occupée autrefois par les Indiens dans le Brésil colonial est aujourd'hui tenue par de jeunes Noirs des favelas. Cette militarisation de la vie des marges urbaines et l'affirmation d'une « guerre contre le crime » tendent à rendre plus « extérieur » encore le citoyen des marges perçu comme « ennemi intérieur » : « c'est depuis la périphérie que le marginal vient en ville », affirmait le chef de la police civile de l'État amazonien du Para dans les années 1990, et c'est donc là que des « unités de police spécifiques » devaient être créées, poursuivait-il (cité in Deluchey 2003 : 178). C'est sur cette position continue des cibles de la pacification aux frontières de l'État et de la ville, que se greffent les stratégies de contrôle social, religieux ou économique, qui complexifient le tableau général de la pacification urbaine dans le Brésil contemporain.

Les politiques de pacification apparaissent aujourd'hui comme une stratégie essentiellement urbaine, visant plus particulièrement le contrôle des marges, du danger qui « vient de la périphérie », et participant ainsi à la redéfinition de ces marges comme telles. Ainsi la question de la pacification conduit à penser à nouveaux frais la marge : marge de l'État ou marge urbaine ne peuvent plus être traitées comme des réalités établies et séparées. Un processus permanent de marginalisation se réalise à travers l'étiquetage, le harcèlement et le jugement d'un espace d'altérité « construit » comme un problème, voire un ennemi. Le rapport politique entre ordre (à protéger) et désordre (à éliminer) croise ainsi les clivages centre/marge et, plus généralement, dedans/dehors. Ces modes de représentation du monde, et pas seulement des espaces urbains, posent *in fine* la question de la limite mouvante, objet de conflit, du rapport entre ce monde et ses périphéries (Le Blanc 2010 ; Zizek 2016 ; Agier 2008). Les espaces situés à la marge sont perçus, selon Raúl Zibechi (2012), comme des défis à l'ordre social, nécessitant l'intervention d'une combinaison de mesures disciplinaires et de développement urbain. Dans ce cadre, les opérations de pacification urbaine illustrent, sous une forme extrême, le rapport entre une puissance publique et sa limite. Ce rapport n'engage pas que les forces de police, il se déploie dans le droit, la morale, la religion, l'identité, tout comme il peut se manifester dans le contrôle des espaces publics et la gestion des « encombrements » urbains (circulations des nomades, délinquants et vagabonds), ou dans la transformation

physique des espaces urbains. Aussi évidente soit-elle, la marge urbaine n'a donc pas d'existence propre mais est toujours en relation, prise dans un rapport de pouvoir et une tension consubstantielle à l'autorité « centrale » qui l'institue comme marge ou « dehors ». La construction, sociale, symbolique et politique de la limite est donc sans fin, et révèle la fragilité, la relativité et l'incertitude de ce qui existe comme ordre et comme « réalité » : c'est pour Michel Foucault (1986) une « pensée du dehors » qui est à la fois obsédante et inaccessible en tant que telle ; c'est pour Henri Lefebvre (1968) un « droit à la ville » qui prend la forme d'un appel ou d'un désir de centralité attisant la révolte des faubourgs ; c'est plus généralement une anthropologie des marges de l'État dont les analyses se fondent aujourd'hui le plus souvent sur l'ethnographie des marges urbaines (Das & Poole 2004 ; Agier 2015).

### **Paix et sécurité : la pacification comme violence plurielle**

Après avoir mentionné la guerre, le militaire et le colonial comme éléments historiquement constitutifs du projet de « pacification », il convient de mieux situer ce dernier dans ses usages présents, par rapport aux trois termes qui lui sont souvent associés – paix, sécurité, violence.

En 2006, l'anthropologue Martin Hébert a dirigé un numéro de la revue *Anthropologie et Sociétés* consacré à l'anthropologie de la paix. Il notait que depuis l'ouvrage des chercheurs Signe Howell et Roy Willis, publié en 1989 et intitulé *Societies at Peace*, peu de recherches en anthropologie avaient abordé le thème de la paix. De fait, le champ disciplinaire serait plutôt occupé, selon lui, par une anthropologie de la violence sous toutes ses formes. La difficulté à laquelle, de ses propres aveux, se trouve confronté Hébert, est de devoir fournir une définition positive et universelle de la paix. L'auteur indique ainsi, à la suite de Nancy Scheper-Hughes et Philippe Bourgois (2004), qu'il faut venir à bout de la dichotomie analytique entre guerre et paix, pour les voir plutôt comme deux pôles d'un continuum de violences, la paix n'étant pas l'absence de violence. C'est justement ce que permet la problématisation critique de la pacification, en se concentrant sur les processus et les logiques à l'œuvre dans la mise en place des projets de pacification et en montrant comment ils s'inscrivent dans la violence et en produisent de nouvelles formes. Il ne s'agit donc nullement pour nous de donner une définition d'une société pacifiée ou d'un ordre en paix, mais plutôt de mettre en avant quelles actions, quels acteurs, quels discours ont été ou sont mobilisés dans les divers processus de pacification observés.

De la même façon, Mark Neocleous et George Rigakos (2011) indiquent que la notion de sécurité recouvre aujourd'hui une valeur universelle ou transcendante, alors qu'il s'agit en fait d'un mode de gouverner ou d'une technique politique de construction d'un ordre libéral. Le terme « sécurité » est lui-même un terme très « friable » qui s'impose comme problématique et conclusion à tout débat. Sécurité alimentaire, sécurité de l'emploi, ceintures de sécurité... Comment être contre la sécurité ? Paix et sécurité font partie de ces valeurs que chacun est censé désirer. Or, selon ces deux auteurs, l'utilisation de la thématique de la sécurité est une « manœuvre » conceptuelle et politique qui réoriente toute discussion et dont la suprématie éthique conduit à un blocage analytique épuisant toute possibilité de dialogue. Dès lors que la sécurité est posée comme une finalité positive en soi et pour soi, les débats sur la sécurité verrouillent toute critique sur les rapports de forces intégrés dans les relations sociales. La sécurité dé-radicalise et a-politise tout discours ou sujet politique. Ainsi, plus le terme « sécurité » s'intègre aux relations sociales, plus il devient la « colle » qui capte et fige la réalité sociale (Manolov & Rigakos 2014). La question de la pacification permet, selon ces mêmes auteurs, de se détacher de la notion de sécurité et de fournir une compréhension de celle-ci, à la fois comme une stratégie guerrière proactive, organisée et systématique, ciblant les ennemis intérieurs comme extérieurs, et comme un processus qui façonne activement un ordre social où l'accumulation capitaliste peut librement fonctionner (Neocleous & Rigakos 2011). Plutôt que de sécurité, parler de pacification ou de projets de pacification permet donc de comprendre comment « le fétiche de la sécurité permanente » (Özcan & Rigakos 2014 : 3) fonctionne et comment la sécurité est marchandisée par les discours politiques.

La pacification renvoie aux thèmes de la sécurisation et de la militarisation des villes et contribue à les reconsidérer, lorsque celles-ci sont confrontées à la mobilité croissante des personnes, à la mise en scène des différences culturelles, à l'imaginaire des « populations dangereuses » et à l'évidence des inégalités sociales. Dans le contexte urbain, la situation, dominée par le souci de l'ordre et de la sécurité, donne à une police de plus en plus militarisée une fonction centrale ; c'est particulièrement le cas dans les grandes métropoles, marquées par des conflits, des rejets et des ségrégations – que ce soit dans les favelas brésiliennes, les ghettos américains ou les banlieues françaises. Le dispositif technique policier au sens strict devient plus présent et plus sophistiqué tandis que ses effets sur l'ordre urbain s'étendent. Ainsi, d'un côté, la police est chargée de contrôler et de sécuriser la ville, comme le montrent les récents événements de Baltimore aux États-Unis – où des émeutes ont éclaté en 2015 à

la suite de la mort de Freddie Gray lors de son interpellation par la police de la ville – ou encore le déploiement de tactiques policière, telle la « nasse » – l’encerclement et l’immobilisation d’une partie des manifestants pour en réguler le flux – par la police française, dans un contexte d’état d’urgence régulièrement renouvelé depuis novembre 2015. D’un autre côté, ces opérations de contrôle influent sur la fabrication et la protection de l’ordre social de la ville en général. En effet, les villes contemporaines sont caractérisées par une hausse et une polarisation des inégalités entre des populations de plus en plus riches et d’autres de plus en plus pauvres, polarisation accentuée par le départ des classes moyennes des centres urbains (Wood 2015). Dans ce contexte de « nettoyage social continu » (Smith 2001 ; Wood 2015), les politiques de « tolérance zéro »<sup>8</sup> représentent des « remparts à la panique morale » (Wacquant 1999). Ces mesures donnent plus de poids à la police dans l’élimination du désordre urbain et la protection d’un nouvel ordre social.

Notre hypothèse cependant est que la pacification urbaine contemporaine ne se réduit pas à un dispositif policier et à sa militarisation éventuelle, comme on l’a brièvement évoqué plus haut. On ne peut rester enfermés dans une conception du contrôle social et du maintien de l’ordre uniquement liée à l’État, incarnée notamment par ses intermédiaires policiers. Ainsi, si les répressions des *révoltes* de 2014 et 2015 aux États-Unis contre la violence raciale de la police et les meurtres de citoyens afro-américains, ou encore du mouvement protestataire de 2013 dans les très grandes villes du Brésil (*Revolta do Vinagre* contre le coût élevé des transports urbains), agissent comme des *rappels* de la présence violente de la police dans les quartiers populaires et des situations de profonde inégalité raciale, sociale et économique, elles ont aussi eu paradoxalement pour effet d’invisibiliser d’autres formes de contrôle, non policières, de sanction et de discipline qui encadrent de manière quotidienne les marges urbaines. La gestion policière des manifestations, ultra-médiatisée dans sa forme militarisée, a conduit à centrer les commentaires et les critiques sur la relation entre la police et les manifestants au détriment d’autres formes et d’autres acteurs intervenant dans ces mêmes quartiers. Ces derniers sont partie prenante de ce projet de pacification et le diffusent dans tout le corps social, et plus spécifiquement parmi les populations qui sont la cible

8. La doctrine de la « tolérance zéro » est inspirée de la théorie de « la vitre cassée », imaginée au cours des années 1980 par Wilson et Kelling, deux chercheurs en criminologie, selon laquelle la lutte contre la criminalité passe par une lutte contre les comportements incivils dans la ville qui en sont des signes avant-coureurs, et par le rétablissement d’une qualité de vie. En pratique, la « tolérance zéro » consiste à appliquer la loi avec une extrême sévérité pour juger les délits même mineurs et restaurer un sentiment d’ordre, forçant ainsi « les membres des classes inférieures à moraliser leurs comportements » (Wacquant 1999 : 3).

des stratégies de pacification. Mais ils ne relèvent pas directement ni uniquement de l'action de l'État, en particulier de son action répressive. Plus encore, certaines formes de maintien de l'ordre et de résolutions de conflits peuvent se faire en concurrence directe avec celles de l'État. Ainsi, les « caïds » de quartier, leaders locaux en charge du commerce (informel ou illicite), de la justice et de la sécurité sur leurs « territoires » jouent un rôle important, en établissant à partir de ces rapports de force, d'alliance ou de négociation avec la police ou l'autorité publique en général, rarement souligné dans des approches stato-centrées. C'est ce qu'on peut voir le plus directement à l'œuvre dans les enquêtes de ce dossier menées à Philadelphie par Philippe Bourgois et Laurie Hart, à Lahore par Paul Rollier ou dans le Bronx de New York par Martin Lamotte. Saisi en situation, à travers les protagonistes qui agissent en son nom ou en concurrence, nous observons que l'État n'a pas le monopole de la pacification<sup>9</sup>.

L'anthropologie des processus contemporains de pacification doit prendre en compte cette dimension désormais « globale » du phénomène et l'historiciser. D'une part, la dimension sécuritaire s'est transformée, passant de militaire à policière voire militaro-policière ; d'autre part, elle s'articule de diverses manières avec les dimensions sociales, morales et économiques. Enfin, les dispositifs localisés de pacification ne relèvent plus exclusivement de l'État. Dans cette perspective, l'enquête se portera sur toutes les formes de violences particulières, qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou policières, quand elles ne le sont pas toutes à la fois. Nous chercherons à décrire les rapports sociaux et les logiques d'actions qui transparaissent dans les situations de violence elles-mêmes (Naepels 2015), sans préjuger du rôle de l'État, de ses agents ou de ses institutions dans les exemples étudiés – ce qui permet aussi, comme un effet induit par l'approche situationnelle (Mitchell 1987 ; Bazin 1996 ; Agier 2016), d'ouvrir la voie à des formes de la pacification qui ne relèvent pas directement de l'action de l'État mais s'articulent avec elle d'une manière ou d'une autre.

## Ethnographies et anthropologie des pacifications

Prendre en considération les logiques globales de pacification dans les villes à partir des situations observées nous conduit à décentrer encore le regard, en passant d'un point de vue uniquement « négatif » ou « destructif », fondé sur la prise en compte de la violence policière et militaire, à un point

9. Cf. aussi, dans une approche voisine de celle développée ici, les travaux de Veena Das et Deborah Poole (2004) sur la dynamique propre des « marges de l'État » ou, différemment, ceux de Marc Abélès (2014) sur les mises en perspective de la relation des sociétés à la question de l'État.

de vue attentif et critique à ce que cette pacification produit dans les villes et dans leurs marges, comme ordre social, politique, moral ou religieux, comme recomposition sociale et politique, comme identification et discours sur et de la marge. La pacification pourra alors être appréhendée comme un processus à la fois destructif et productif (Rigakos 2011) : destructif dans l'usage de la violence policière ou militaire pour supprimer toute résistance ; productif dans la façon dont la pacification construit un ordre social sur des populations rendues « dociles », et transforme ou redéploie, dans chaque contexte et en fonction des acteurs impliqués, des formes de sociabilités nouvelles.

Comme nous l'avons vu dans le cas du Brésil, la pacification est à la fois une notion utilisée par les autorités locales (polices, administrations municipales et fédérales) et un concept utilisé de manière critique par les chercheurs en sciences sociales. Pour les premiers, la notion correspond à une stratégie de maintien de l'ordre, d'occupation des favelas par l'armée, puis la police. Il s'agit alors de se réapproprier des territoires dits « laissés à l'abandon » par les services de l'État. Pour les seconds, le terme de « pacification » est employé pour qualifier une situation qui peut ne pas être seulement mise en place et créée par l'État et dans laquelle l'ethnographie et l'approche situationnelle permettent de retrouver cette double dynamique de contrôle et de fabrication d'un ordre. À la fois concept critique et analytique des sciences sociales et terme du langage policier, militaire, médiatique ou politique, la pacification recoupe une grande variété de situations et de processus dont nous tenterons maintenant de clarifier les contours à partir de quatre thèmes, formulés par des questions en forme d'hypothèses spécifiques à vérifier.

### **L'ordre urbain est fait d'une multiplicité d'ordres**

En premier lieu, parler de logique de pacification permet de rendre compte de l'action de différents acteurs (police, municipalité, école, église ou organisations communautaires, gangs ou *badmash* par exemple) qui, s'ils n'ont pas le même projet, participent de cette mise en ordre des espaces urbains en marge. Or, cette multiplicité d'acteurs donne naissance à une multiplicité d'ordres, qui tous se conjuguent, parfois s'opposent – comme c'est le cas à São Paulo, dans l'article de Gabriel de Santis Feltran, ou à Lahore dans celui de Paul Rollier – et s'additionnent comme autant de strates d'un ordre urbain. Ces ordres, créés dans et par le processus de pacification, perturbent voire entrent en conflit avec d'autres ordres déjà établis, comme le montrent Philippe Bourgois et Laurie Hart dans le ghetto portoricain de Philadelphie où la présence policière vient remettre en cause le fragile équilibre nécessaire au commerce de drogue.



Dans le cas de Rio, étudié par Carly Machado, plusieurs acteurs sont engagés, à divers degrés et divers stades, dans ce processus de pacification des favelas. Portée par le gouvernement local, exécutée par les services de police, la logique de pacification est aussi employée par une série d'acteurs intermédiaires, comme les églises pentecôtistes qui jouent un rôle de « gouvernement des âmes », qui participent eux aussi du *pacification apparatus*, selon les termes de l'auteure. L'ordre créé par le processus de pacification peut être religieux, quand des églises pentecôtistes prennent en charge des programmes de quartier et sont en contact avec les forces de police après leur « invasion » des favelas. Cet ordre pacifié peut aussi être social, lorsque ce sont des organisations non gouvernementales – ou *non-profit* dans le cas new-yorkais étudié par Martin Lamotte – qui s'implantent dans le quartier et sont actives dans la promotion culturelle et sociale de certaines pratiques de ses habitants. Il peut enfin être moral, lorsque la suspicion d'immoralité d'un lieu – comme c'est le cas de certains cafés à Kaboul où femmes et hommes peuvent se côtoyer et qui sont dès lors évités par la population car susceptibles d'être les cibles de futures attaques – est partie prenante d'une perception du danger (comme le montrent Azita Bathaïe et Véronique Bontemps ici). Bien entendu, cette séparation entre ordres moral, religieux et social n'est qu'analytique et ces derniers sont dans les faits liés et entrelacés.

Les processus de pacification peuvent donc être analysés comme des *dispositifs* diffus, formés de divers acteurs, institutions, discours et pratiques, étatiques et privés (policier, judiciaire, de gestion et contrôle social), qui ne s'entendent pas tous par ailleurs sur un même projet (comme le montre l'article de Martin Lamotte). L'enjeu est alors de penser la pacification en tant que *continuum* (Mc Michael 2015) entre les situations de guerre, l'implication de la police et les logiques d'une multitude d'autres acteurs, et d'éviter ainsi une dichotomie entre le *policing* et la gestion sociale, comme entre la guerre et la paix.

### Un sujet est formé par les dispositifs de pacification

De la même manière, Philippe Bourgois et Laurie Hart montrent comment différents acteurs, *i.e.* la police et les vendeurs de drogues, peuvent servir à des moments clés d'« arbitres des conflits » et poursuivre le même objectif de pacification. Dans ce cas, les individus sont parties prenantes de ce processus de pacification. Mais comme l'analysent Dominique Vidal à Johannesburg et Stefan Le Courant à Paris, les individus peuvent également se retrouver seuls face à des dispositifs de pacification, à devoir naviguer dans une ville sous contraintes. Les sans-papiers à Paris vivent une expérience individuelle des contrôles de police, expérience qu'ils mettent néanmoins en



commun dans la définition des cartes du danger, menant à des stratégies d'évitement propres à chacun. À Johannesburg, la tactique des migrants mozambicains face à la xénophobie et à l'hostilité des forces de police repose à la fois sur la dissimulation, voire le « camouflage » vestimentaire (s'habiller et paraître comme des Sud-Africains de Johannesburg) et sur l'individualisation : éviter les regroupements entre Mozambicains, et vivre dans un « périmètre de sécurité » que chacun aura appris à délimiter avec le temps, entre résidence et lieu de travail.

Ces exemples nous conduisent à nous interroger sur le sort de l'individu face aux dispositifs de pacification. Ceux-ci produisent des catégorisations sociales et des subjectivations (Biolsi 1995) par lesquelles l'individu devient un « objet/sujet » (Foucault 1994 ; Balibar 2011) qui se trouve identifié comme tel par l'administration, la police, l'école, les organisations communautaires, c'est-à-dire par tous les acteurs participant à ce processus de pacification. Comment ces situations font-elles naître aussi des sujets politiques capables de « reprise d'initiative » (Balandier 1982 [1955]) dans des villes caractérisées à la fois par un certain libéralisme (économique et politique), par l'individualisation des parcours et des stratégies sociales, et par une domination ou une hostilité à l'égard des individus appartenant à des groupes définis comme « autres » et plus ou moins radicalement « étrangers » ? La question se pose et, avec elle, celle de l'autonomie relative et la capacité d'agir (ou *agency*) des « cibles » de la pacification, à la fois individuelles dans leurs destinées et collectives dans leur identification. Par exemple, comme le montre l'enquête d'Alexandra Clavé-Mercier et de Martin Olivera sur les politiques publiques à l'égard des migrants roms de la région parisienne, des formes de résistance collectives et individuelles se constituent en jouant stratégiquement des malentendus sur leur identité culturelle.

### **La pacification crée une altérité radicale qu'elle cherche à détruire**

S'il y a bien une individualisation des expériences vis-à-vis des contraintes et des ordres instaurés par les processus de pacification, ces derniers produisent dans le même temps une forme d'altérité radicale dès lors que, comme en témoignent les contextes brésilien (Carly Machado, Gabriel de Santis Feltran) et nord-américain (Philippe Bourgois & Laurie Hart, Martin Lamotte), ils conduisent à des homicides. Ainsi, les logiques contemporaines de pacification se donnent à voir dans leur lien, voire leur filiation directe, avec un contexte d'assujettissement forgé dans les politiques coloniales de pacification des populations autochtones, comme c'est le cas au Brésil ou aux États-Unis. Il n'est donc pas étonnant que, dans le cadre militaire, la pacification reste liée à une qualification première de

l'altérité sous sa forme la plus radicale, celle du territoire de l'ennemi. La pacification vise alors, dans un premier temps, l'ennemi à éliminer militairement, caché au milieu de populations civiles elles-mêmes suspectes. Puis, elle tend à « purger » de toute contamination par l'ennemi le milieu social dans lequel il s'est développé. Dans le cadre urbain, la pacification identifie, cible et occupe les territoires de l'« autre ». C'est ce deuxième moment de l'entreprise de pacification qui verra se développer des formes de « pacification des esprits », des promesses d'intégration sociale et économique, des remises en ordre à caractère moral, religieux, urbain.

### **La pacification est un processus de conquête sans fin**

Enfin, ce dossier montre que la pacification est un processus jamais complètement achevé, en particulier parce qu'il est traversé de tensions internes, quand il n'est pas contesté publiquement. Ainsi, comme le démontre Carly Machado, la favela de Rio demeure une zone « en voie de pacification », ou « à pacifier ». De sorte qu'il subsiste un doute sur l'espace marginal de la ville ainsi que sur ses habitants. L'autre, qu'il soit sans papiers (Stefan Le Courant), porteur de dangers potentiels (Azita Bathaïe & Véronique Bontemps), enfant des rues (Gabriel Feltran de Santis) ou rom (Alexandra Clavé-Mercier & Martin Olivera), est toujours suspect. Cela rend ces populations encore plus vulnérables, sujettes aux contrôles permanents et aux suspicions de toutes sortes. Cette forme d'instabilité dans la ville est d'autant plus centrale au processus de pacification qu'elle permet de répondre aux nécessités du marché. Si les espaces de marges urbaines restent des espaces de relégation sociale et politique, ils sont aussi des lieux de prédation économique. Selon cette hypothèse, les logiques de pacification accompagneraient la présence du marché dans les marges dans la mesure où, pour que le marché puisse se réaliser pleinement – qu'il soit formel comme dans le cas du marché de la pauvreté dans le South Bronx (Martin Lamotte), ou informel comme dans les « opérations d'accaparement » dans le secteur immobilier de Lahore (Paul Rollier), ou dans le commerce de la drogue dans le ghetto de Philadelphie (Philippe Bourgois & Laurie Hart) –, il faut qu'un certain ordre soit établi et maintenu. Si, en suivant Slavoj Žižek (2007), l'on peut dire que dans un monde post-guerre froide, nous sommes tous les indigènes en devenir d'un « capitalisme planétaire » qui a vocation à s'étendre sans cesse et à coloniser tous les territoires, les corps et les esprits, alors les « marges » sont des frontières mobiles de cette colonisation et les « marginaux » (habitants du ghetto ou des banlieues, réfugiés dans les camps, petits commerçants des favelas, etc.) sont les derniers des consommateurs et intermédiaires de cette conquête néocoloniale.

Ainsi, l'incertitude qui plane sur les espaces marginaux est génératrice de toujours plus d'inquiétude, de contrôle, de besoin d'ordre. Elle favorise la création de zones à conquérir, d'une tension vers ce qui advient, à l'image d'une frontière dont il faut sans cesse repousser la limite (comme celle de la *frontier* coloniale décrite plus haut) et qui appelle l'investissement de capital, qu'il soit humain ou financier.

Ces quatre hypothèses – multiplicité des ordres urbains ; formation d'un sujet de ou contre la pacification ; radicalisation de l'altérité ; production continue de marges ou limites – contribuent à ouvrir différentes voies pour une approche anthropologique des pacifications, tout en mettant en œuvre une définition conceptuelle (*etic*) de la notion de pacification à partir des articles présentés ici.



« [...] Un officier qui a réussi à dresser une carte ethnographique suffisamment exacte du territoire qu'il commande est bien près d'en avoir obtenu la pacification complète, suivie bientôt de l'organisation qui lui conviendra le mieux. Toute agglomération d'individus, race, peuple, tribu ou famille, représente une somme d'intérêts communs ou opposés. S'il y a des mœurs et des coutumes à respecter, il y a aussi des haines et des rivalités qu'il faut savoir démêler et utiliser à notre profit, en les opposant les unes aux autres, en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les secondes » (Joseph Gallieni cité in Favier [s.d.]).

Il est intéressant, pour clore provisoirement ce tour d'horizon des questions constitutives d'une problématique de la pacification, de se demander comment les anthropologues participent à ces débats, quels sont leur implication et leur rôle vis-à-vis de la pacification, à la fois comme objet de savoir et comme processus social qui leur est contemporain, dont ils sont éventuellement « voisins ».

Dans le contexte brésilien, le projet de pacification des favelas s'est accompagné de promesses d'un monde meilleur et d'un bien-être social qui n'ont jamais été tenues, comme ce fut aussi le cas des deux pacifications précédentes des peuples indigènes au XVI<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle (Pacheco Oliveira 2014 et Carly Machado dans ce dossier). Pour autant, la stratégie politico-policière a été, à ces débuts, défendue par nombre de chercheurs en sciences sociales qui y voyaient à la fois une manière de résoudre les problèmes de sécurité dans les favelas et d'améliorer la vie de ses habitants. Les années passant, les critiques ont été plus nombreuses et les soutiens ont fortement diminué. L'hypothèse de la pacification par les milieux criminels (Feltran 2012) a notamment ouvert un débat passionné dans le milieu universitaire, en contrepoint critique de la pacification par l'État<sup>10</sup>.

10. Pour une présentation des diverses positions des chercheurs brésiliens vis-à-vis de la pacification, cf. Antonio Rafael Barbosa (2016).

Le processus de pacification, nous l'avons dit, participe de la création de l'« autre » à travers la figure la plus radicale, historiquement et politiquement, de l'altérité : celle de l'ennemi. C'est ce qui fonde la définition de cet « autre » comme un problème, un danger ou une menace, qui deviendra une catégorie de l'action publique. Cette dimension est très claire à la fois dans la fabrication de l'« enfant des rues » à São Paulo (Gabriel Feltran de Santis), du « jeune Noir des favelas » à Rio, du « Rom » en France (Alexandra Clavé-Mercier & Martin Oliveria), ou du « musulman » potentiellement terroriste dans les banlieues parisiennes ou bruxelloises. Ce processus s'étend, dans le contexte urbain, à l'invention des « quartiers sensibles ». De fait, note Antonio Rafael Barbosa (2016), la pacification est un processus de territorialisation du contrôle social. Ainsi, le projet militaire ou policier de contrôle de l'« autre » ou d'occupation de son territoire se poursuit dans un projet administratif de contrôle bureaucratique, de catégorisation et de connaissance des « populations » et des « territoires » (Foucault 2004).

Or, sans revenir à l'histoire des liens de l'anthropologie avec les projets coloniaux des États occidentaux, on rappellera que la création d'un savoir sur l'autre est susceptible d'être annexé par le projet de pacification, comme le montre avec force et clarté le propos du général Gallieni, gouverneur de Madagascar, en 1898, rapporté en exergue. C'est une provocation venue d'un autre temps, certes, mais aussi une invitation à réfléchir à nouveaux frais sur les rapports entre savoir et pouvoir, et donc sur la capacité des anthropologues, des chercheurs en sciences sociales en général, à contrôler les effets de leurs connaissances autant qu'à s'engager dans la définition de leurs objets de recherche. Sans doute convient-il pour cela de se porter davantage sur le terrain des « retours sur le terrain », de les considérer comme des espaces partagés de débats, confrontations des savoirs et des expériences entre tous les acteurs concernés. C'est pourquoi, sans illusion mais sans pessimisme non plus, une anthropologie de la ou des pacifications nous paraît nécessaire et possible, à condition d'être d'emblée une anthropologie publique.

*École des hautes études en sciences sociales  
Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain, Paris  
agier@ehess.fr*

*École normale supérieure – École des hautes études en sciences sociales  
Labex TransfertS, Laboratoire d'anthropologie sociale, Paris  
martin.lamotte@ehess.fr*

Abélès, Marc

2014 *Penser au-delà de l'État*. Paris, Fondation de la MSH-Belin.

Agamben, Giorgio

2015 *La Guerre civile. Pour une théorie politique de la stasis*. Trad. de l'italien par Joël Gayraud. Paris, Points.

Agier, Michel

2008 *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion (« La Bibliothèque des savoirs »).

2009 « Violences et déplacements forcés en Colombie : apprendre à vivre dans la guerre », in Gilles Bataillon & Denis Merklen, eds, *L'Expérience des situations limites*. Paris, Karthala : 97-109.

2015 *Anthropologie de la ville*. Paris, Presses universitaires de France.

2016 « Epistemological Decentring : At the Root of a Contemporary and Situational Anthropology », *Anthropological Theory* 16 (1) : 22-47.

Badiou, Alain

2003 « Fragments d'un journal public sur la guerre américaine contre l'Irak », *Lignes* 12 (3) : 9-31.

Bailly, Jean-Christophe

2013 *La Phrase urbaine*. Paris, Le Seuil.

Balandier, Georges

1982 [1955] *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*. Paris, Presses universitaires de France.

Balibar, Étienne

2011 *Citoyen sujet et autres essais d'anthropologie philosophique*. Paris, Presses universitaires de France (« Pratiques théoriques »).

Barbosa, Antonio Rafael

2016 « Les études sur la violence et la criminalité au Brésil et les processus de "pacification" dans deux métropoles brésiliennes », *Brésil(s)* 9 [http://bresils.revues.org/1829].

Bazenguissa-Ganga, Rémy & Sami Makki, eds

2012 *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*. Paris, Éd. de la MSH.

Bazin, Jean

1996 « Interpréter ou décrire : notes critiques sur la connaissance anthropologique », in Jacques Revel & Nathan Wachtel eds, *Une école pour les sciences sociales*. Paris, Le Cerf-Éd. de l'EHESS : 401-420.

Bernardot, Marc

2008 *Loger les immigrés. La Sonacotra, 1956-2006*. Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant (« Terra »).

Biolsi, Thomas

1995 « The Birth of the Reservation : Making the Modern Individual Among the Lakota », *American Ethnologist* 22 (1) : 28-53.

Blanc-Chaléard, Marie-Claude

2016 *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*. Paris, Publications de la Sorbonne.

Bourdieu, Pierre & Abdelmalek Sayad

1964 *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Paris, Minuit.

Cahen, Michel

2009 « De la guerre civile à la plèbe : la Renamo du Mozambique », in Yann Guillaud & Frédéric Létang, eds, *Du social hors la loi. L'anthropologie analytique de Christian Geffray*. Paris, IRD Éd. : 73-88.

Cornaton, Michel

1998 *Les Camps de regroupement de la guerre d'Algérie*. Préface de Germaine Tillon. Paris, L'Harmattan.

Das, Veena & Deborah Poole, eds

2004 *Anthropology in the Margins of the State*. Santa Fe, SAR Press.

Debos, Marielle

2008 « Les limites de l'accumulation par les armes : itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine* 109 (1) : 167-181.

Deluchey, Jean-François

2003 « De la "guerre contre le crime" au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité », *Autrepart* 26 (2) : *Sociétés dans la guerre* : 173-186.

Fassin, Didier

2011 *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Paris, Le Seuil.

Fassin, Éric et al.

2014 *Roms & riverains. Une politique municipale de la race*. Paris, La Fabrique.

Favier, Olivier

[s.d.] « Madagascar : récit d'une colonisation, 3. Guerre et pacification : les "pleins pouvoirs" du général Gallieni (1896-1905) », *Dormira jamais* [<http://dormirajamais.org/madagascar2/>].

Feltran, Gabriel de Santis

2012 « Governo que produz crime, crime que produz governo : políticas estatais e políticas criminais na gestão do homicídio em São Paulo (1992-2011) », *Revista brasileira de segurança pública* 6 (2) : 232-255.

Foucault, Michel

1986. *La Pensée du dehors*. Fontfroide-le-Haut, Fata Morgana.

1994 « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et Écrits*, 4. 1980-1988. Éd. par Daniel Defert et François Ewald. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des sciences humaines ») : 222-243.

2004 *Sécurité, territoires, population*.

*Cours au Collège de France, 1977-1978*.

Éd. par Michel Senellart. Paris, Gallimard-Le Seuil.

Geffray, Christan

1990 *La Cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*. Paris, Karthala/Nairobi, CREDU.

Goudineau, Yves, ed.

2003 *Autrepart* 26 (2) : *Sociétés dans la guerre*. Paris, Presses de Sciences Po.

Graham, Stephen

2012 [2010] *Villes sous contrôle. La militarisation de l'espace urbain*. Paris, La Découverte.

Harvey, David

2006 « The Political Economy of Public Space », in Setha Low & Neil Smith, eds, *The Politics of Public Space*. New York, Routledge : 17-34.

Hébert, Martin, ed.

2006 *Anthropologie et Sociétés* 30 (1) : *Une anthropologie de la paix ?* Québec, Université Laval-Département d'anthropologie.

Howell, Signe & Roy G. Willis, eds

1989 *Societies at Peace. Anthropological Perspectives*. London-New York, Routledge.

Lambert, Léopold

2016 *La Politique du bulldozer. La ruine palestinienne comme projet israélien*. Paris, Éd. B2 (« Territoires »).

Lamotte, Martin

2012 « Les milices veillent : mur et frontière », *Hermès* 63 : 101-108.

Le Blanc, Guillaume

2010 *Dedans, dehors. La condition d'étranger*. Paris, Le Seuil (« La Couleur des idées »).

Lefebvre, Henri

1968 *Le Droit à la ville*. Paris, Anthropos.

Loraux, Nicole

1997 « La guerre dans la famille », *Clio. Histoire, femmes et société* 5 [http : //clio.revues.org/407].

Mc Michael, Christopher

2015 « Urban Pacification and “Blitzes” in Contemporary Johannesburg », *Antipode* 47 (5) : 1261-1278.

Manolov, Martin V. & George S. Rigakos

2014 « Anti-Security », in George Ritzer, ed., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Globalization* : 1-3.

Mbembe, Achille

2016 *Politique de l'inimitié*. Paris, La Découverte.

Mitchell, James Clyde

1987 « The Situational Perspective », in *Cities, Society, and Social Perception. A Central African Perspective*. Oxford, Clarendon Press : 1-33.

Naepels, Michel

2015 « Une anthropologie du conflit ». Entretien avec Vincent Casanova et Valentin Chémery, *Vacarme* 72 : 42-57.

Neocleous, Mark

2000 *The Fabrication of Social Order. A Critical Theory of Police Power*. London-Sterling, Pluto Press.

2013 « The Dream of Pacification : Accumulation, Class War, and the Hunt », *Socialist Studies/Études Socialistes* 9 (2) : 7-31.

Neocleous, Mark & George S. Rigakos, eds

2011 *Anti-Security*. Ottawa, Red Quill Books.

Olivera, Martin

2011 *Roms en (bidon-)ville. Quelle place pour les migrants précaires d'aujourd'hui ?* Paris, Éd. de la rue d'Ulm-Presses de l'ENS.

Oliveira, João Pacheco de

2014 « Pacificação e tutela militar na gestão de populações e territórios », *Mana* 20 (1) : 125-161.

Orwell, George

1983 [1946] *La Politique et la langue anglaise*. Paris, L'Insecurité sociale.

Özcan, Gülden & George S. Rigakos

2014 « Pacification », in George Ritzer, ed., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Globalization* : 1-4.

Pécaud, Daniel

1996 « Réflexions sur la violence en Colombie », in Françoise Héritier, ed., *De la violence. Séminaire de Françoise Héritier*. Paris, Odile Jacob : 223-271.

Rigakos, George

2011 « “To Extend the Scope of Productive Labour” : Pacification as Police Project », in Mark Neocleous & George Rigakos, eds, *Anti-Security...* : 57-84.

Rigouste, Mathieu

2009 *L'Ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Paris, La Découverte.

2012 *La Domination policière. Une violence industrielle*. Paris, La Fabrique.

Rocard, Michel

2003 *Rapport sur les camps de regroupements et autres textes sur la guerre d'Algérie*. Éd. critique par Vincent Duclert & Pierre Encrevé. Paris, Mille et une nuits.

Sayad, Abdelmalek

(avec la collab. d'Éliane Dupuy)

1995 *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*. Paris, Autrement.



Scheper-Hughes, Nancy & Philippe Bourgois

2004 *Violence in War and Peace: An Anthology*. Oxford, Blackwell.

Smith, Neil

2001 « Global Social Cleansing : Postliberal Revanchism and the Export of Zero Tolerance », *Social Justice* 28 (3) : 68-74.

Wacquant, Loïc

1999 *Les Prisons de la misère*. Paris, Raisons d'agir.

Weizman, Eyal

2007 *Hollow Land. Israel's Architecture of Occupation*. London-New York, Verso.

2012 *The Least of All Possible Evils. Humanitarian Violence from Arendt to Gaza*. London-New York, Verso.

Wood, Lesley J.

2015 *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Trad. de l'anglais par Éric Dupont. Postface de Mathieu Rigouste. Montréal, Lux éditeur.

Zibechi, Raúl

2012 *Territories in Resistance. A Cartography of Latin American Social Movements*. Oakland, AK Press.

Zizek, Slavoj

2007 *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*. Trad. de l'anglais par Frédéric Joly. Paris, Flammarion.

2016 *La Nouvelle Lutte des classes. Les vraies causes des réfugiés et du terrorisme*. Trad. de l'anglais par Christine Vivier. Paris, Fayard.